

RCS : MARSEILLE

Code greffe : 1303

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 03273

Numéro SIREN : 489 504 332

Nom ou dénomination : HOLDING REINIER

Ce dépôt a été enregistré le 31/07/2018 sous le numéro de dépôt 12989



12989

66p



CERTIFIÉ CONFORME
LA PRÉSIDENTE
MADAME ELISABETH COQUET-REINIER

Annexe des comptes annuels

SAS HOLDING REINIER

Exercice clos le 31/12/2017



NOTE PRELIMINAIRE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total, est de 508 882 532 euros, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un bénéfice de 13 715 612 euros.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes ont été arrêtés le 26 mars 2018 par le Directoire.

1. BILAN AU 31/12/2017

A. Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2017	Net 31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	19 154	9 089	10 065	12 740
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage				
Autres immobilisations corporelles	35 238	22 014	13 224	11 262
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	355 178 630	434	355 178 196	355 178 196
Créances rattachées à des participations				91 679 166
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	355 128		355 128	6 400
ACTIF IMMOBILISE	355 588 151	31 537	355 556 614	446 887 764
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	519 550		519 550	3 689 796
Autres créances	148 903 819		148 903 819	8 608 554
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	3 895 766		3 895 766	76 289
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	6 782		6 782	6 482
ACTIF CIRCULANT	153 325 918		153 325 918	12 381 121
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	508 914 069	31 537	508 882 532	459 268 885

B. Bilan passif

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé : 127 620 970)	127 620 970	152 009 910
Primes d'émission, de fusion, d'apport	34 456 881	34 928 861
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	9 413 852	8 413 852
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	61 276 584	102 606 108
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	13 715 612	9 849 665
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	704 028	703 371
CAPITAUX PROPRES	247 187 926	308 511 767
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		90 822
Provisions pour charges	40 300	32 093
PROVISIONS	40 300	122 915
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	72 313 917	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8	
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	404 533	264 878
Dettes fiscales et sociales	2 034 065	2 528 095
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 056	2 479
Autres dettes	186 900 728	147 838 751
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	261 654 306	150 634 203
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	508 882 532	459 268 885

2. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2017

Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	4 501 546	549 106	5 050 652	5 740 497
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	4 501 546	549 106	5 050 652	5 740 497
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			101 301	12 513
Autres produits			12	8
PRODUITS D'EXPLOITATION			5 151 965	5 753 018
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			23	
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			2 980 932	1 902 692
Impôts, taxes et versements assimilés			84 122	182 174
Salaires et traitements			2 493 665	2 784 856
Charges sociales			1 060 732	1 098 886
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			11 936	10 790
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				90 822
Autres charges			326 058	243 943
CHARGES D'EXPLOITATION			6 957 467	6 314 163
RESULTAT D'EXPLOITATION			-1 805 502	-561 145
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			15 667 856	5 548 003
Produits financiers de participations			15 667 681	5 202 858
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			-1	345 145
Reprises sur provisions et transferts de charges			1	
Différences positives de change			175	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			4 843 700	1 245 104
Dotations financières aux amortissements et provisions				1
Intérêts et charges assimilées			4 843 700	1 245 103
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER			10 824 156	4 302 899
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			9 018 654	3 741 754
PRODUITS EXCEPTIONNELS			300	38 527
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital			300	
Reprises sur provisions et transferts de charges				38 527
CHARGES EXCEPTIONNELLES			19 104	38 716
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				31 598
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			295	107
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			18 809	7 012
RESULTAT EXCEPTIONNEL			-18 804	-189
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices			-4 715 762	-6 108 100
TOTAL DES PRODUITS			20 820 121	11 339 548
TOTAL DES CHARGES			7 104 510	1 489 884
BENEFICE OU PERTE			13 715 612	9 849 665

3. ANNEXE

1 PRINCIPES ET REGLES COMPTABLES.....	7	9.2 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	24
2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	7	9.3 TRANSFERTS DE CHARGES	25
2.1 ACTIONNARIAT – EMZ PARTNERS	7	9.4 CHARGES ET PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS.....	25
2.2 REDUCTION DE CAPITAL	8	9.5 RESULTAT EXCEPTIONNEL	26
2.3 EMPRUNT OBLIGATAIRE.....	8	9.6 IMPOT SUR LES BENEFICES.....	26
2.4 DECOMPTABILISATION DU CICE	9	10 INFORMATIONS DIVERSES.....	27
2.5 CONTROLE URSSAF.....	9	10.1 EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL SALARIE ET INTERIMAIRE.	27
2.6 CONTROLE FISCAL	9	10.2 LISTE DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS	27
2.7 REDEVANCE.....	10	10.3 REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION	27
3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	10	10.4 ENGAGEMENTS HORS BILAN	28
4 METHODES COMPTABLES RETENUES POUR L'ETABLISSEMENT DES COMPTES.....	10		
4.1 IMMOBILISATIONS	10		
4.2 CREANCES ET DETTES.....	11		
4.3 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES.....	11		
4.4 MEDAILLES DU TRAVAIL	12		
4.5 PROVISIONS REGLEMENTEES	12		
5 ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	12		
5.1 GAGES, HYPOTHEQUES ET NANTISSEMENTS	12		
5.2 ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES SIMILAIRES....	12		
5.3 FONDATION ONET	13		
6 REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS	13		
7 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF	14		
7.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	14		
7.2 IMMOBILISATIONS FINANCIERES	16		
7.3 ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES	17		
7.4 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	18		
7.5 PRODUITS A RECEVOIR	18		
7.6 COMPTES DE REGULARISATION	19		
8 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF ...	19		
8.1 CAPITAUX PROPRES	19		
8.2 ETAT DES PROVISIONS	20		
8.3 ETATS DES ECHEANCES DES DETTES.....	22		
8.4 DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	23		
8.5 CHARGES A PAYER.....	23		
8.6 COMPTES DE REGULARISATION	24		
9 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	24		
9.1 VENTILATION DU MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES....	24		

1 Principes et règles comptables

(Code de Commerce - Articles 9 et 11 - Décret 83-1020 du 29.11.1983 - Articles 7, 21, 24 début 24-1°, 24-2° et 24-3°)

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

2 Faits marquants de l'exercice

2.1 Actionnariat – EMZ Partners

La société Holding Reinier s'est engagée depuis 2015 dans la recherche active d'un nouvel investisseur, les Sociétés FFP invest et Immobilière Saint Julien ayant souhaité se désengager. Dans cette perspective, la société est entrée en relation avec EMZ Partners, société de participations financières ; celle-ci a exprimé son intérêt pour prendre une participation dans le capital de la société par le biais de l'acquisition d'actions ordinaires auprès de la société Immobilière Saint Julien et la souscription d'obligations à bons de souscription d'actions (OBSA) émises par la société. Le produit de l'émission des OBSA financerait deux réductions de capital successives qui permettraient à la société de racheter, en vue de les annuler, les actions de la Société détenues par FFP Invest et Immobilière Saint Julien. (Pour plus de détail sur la réduction de capital se référer au point 2.2)

Le 31 mars 2017, un « protocole de cession et d'investissement » a été signé entre EMZ partners, l'immobilière de Saint Julien (cédant), le Groupe Familial Reinier, la SDMO et la Holding Reinier. Ce protocole a eu pour objet de définir la structure de l'opération d'investissement d'EMZ (prix, modalités, etc...).

Le closing est intervenu le 28 avril 2017 par la signature du pacte d'actionnaires et du pacte managers. Les termes et conditions des pactes ont été approuvés par le Directoire ONET le 10 juillet 2017. Les rapports des commissaires aux comptes et du commissaire aux avantages particuliers ont été présentés lors de l'assemblée, et les statuts de la Holding Reinier ont été mis à jour.

2.2 Réduction de capital

Un rachat de titres suivi d'une première opération de réduction de capital a eu lieu le 22 mars 2017 (date de la décision de la Présidente) ; cette réduction a eu pour effet de réduire de 56.836 actions le capital social de la Holding Reinier pour un montant de 1.506.722 euros.

Cette opération a impacté au débit le compte # 101300 capital social pour 568.360 euros et le compte # 106810 réserve facultative pour 938.362 euros.

Les résolutions 5 à 7 de l'AGE du 13 avril 2017 ont entériné le rachat des titres suivi d'une réduction de capital de la Holding Reinier de 1.697.579 actions par annulation des actions encore détenues par FFP pour un montant de 48.177.292 euros.

Cette opération a impacté au débit le compte # 101300 capital social pour 16.975.790 euros et le compte # 106810 réserve facultative pour 31.201.502 euros en contrepartie des actions rachetées. (Compte de titres # 277200 par contrepartie cash et annulation des titres par contrepartie capitaux propres)

La résolution 8 de l'AGE du 13 avril 2017 a entériné l'opération de réduction de 684.479 actions par annulation des actions rachetées à l'Immobilière de Saint Julien et à M. Munos pour un montant de 19.884.115 euros.

Cette opération a impacté au débit le compte # 101300 capital social pour 6.844.790 euros et le compte # 106810 réserve facultative pour 13.039.325 euros.

Ces opérations ont été financées par l'émission d'un emprunt obligataire auprès d'EMZ de 69 M€. (Pour plus de détail sur l'emprunt obligataire, se référer au point 2.3)

La répartition du capital au terme de ces opérations est la suivante :

	<i>Nombre d'actions</i>	<i>% Détention</i>
Groupe Familial Reinier	11.005.734	86,24%
SDMO	775.916	6,08%
EMZ partners	877.797	6,88%
Managers	86.059	0,67%
Autres	16.591	0,13%
Actionnariat	12.762.097	100,00%

2.3 Emprunt obligataire

L'AGE du 13 avril 2017 a autorisé l'émission d'un emprunt obligataire :

- D'un montant de 69 millions d'euros divisé en 6 900 obligations à bons de souscription d'actions de 10 000 euros chacune,
- Portant intérêt au taux fixe annuel de 7%,
- Venant à échéance 8 ans à compter de la date de souscription (paiement du capital et des intérêts capitalisés à la date d'échéance ou à la date de chaque remboursement anticipé),

- Obligations auxquelles est attaché à chacune d'elles un bon de souscription d'actions ordinaires de la société donnant le droit de souscrire à 129 actions ordinaires au prix de 29.05 € par action (augmentation de capital différée d'un montant total de 8 901 K€, nominal de l'action 10€, et prime de 16 956 K€),
- Ces BSA sont détachables à tout moment des obligations auxquelles ils sont attachés et librement cessibles,
- Ces BSA sont exerçables à tout moment pendant la durée d'exercice, soit 15 ans, à compter de la date de souscription (le 28 avril 2017),
- Le droit préférentiel de souscription est réservé intégralement à FCPI Océan Invest I, fonds professionnel de capital investissement, représenté par sa société de gestion, EMZ partners.

L'emprunt est comptabilisé au compte # 163100. Les intérêts capitalisés au 31 décembre 2017 s'élèvent à 3.314 K€.

2.4 Décomptabilisation du CICE

Activation du contrat de cession de créance décomptabilisant auprès de BPI en décembre pour un montant de 53.3 M€. Le coût de cette opération est de 1.5 M€ vs 1.2 M€ en 2016 (cession du CICE de l'année 2016).

Cette opération s'est traduite comme suit dans les comptes de la société HOLDING REINIER :

- Transfert du CICE des filiales (décembre 2016-novembre 2017) pour un montant de 55 M€,
- Cession du CICE estimé pour un montant de 53.3 M€ (diminution du BFR et amélioration de la trésorerie),
- Encaissement du solde du CICE 2016 cédé de 0.8 M€.

La créance restante de 1.7 M€ fera l'objet d'une cession complémentaire en 2018.

2.5 Contrôle URSSAF

Le Groupe a fait l'objet en 2017 d'un contrôle URSSAF portant sur les années 2014 à 2016. Le risque provisionné au compte 158500 s'élève à 18 K€.

2.6 Contrôle fiscal

La société HODING REINIER a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2016 dont les éventuels redressements de l'impôt avait été provisionnés au compte 151100 pour 91 K€.

Au 31 décembre 2017, suite à la notification de redressement une charge à payer de 96 K€ a été comptabilisée au compte 448600. La provision pour risques a été reprise.

2.7 Redevance

Le montant de prestations pour l'année 2017 s'élève à 4.511 K€ (4.803 K€ en 2016).

3 Evénements postérieurs à la clôture

La société a acquis au cours de 2^{ème} trimestre 2018, de sa filiale la société Onet SA, l'intégralité des actions de la Société du Management Onet – SDMO possédées par cette dernière, afin de pouvoir rapidement réaliser une transmission universelle du patrimoine de cette société à son profit, et permettre ainsi la disparition de la boucle d'autocontrôle qu'engendrait la participation croisée dans la SDMO.

4 Méthodes comptables retenues pour l'établissement des comptes

4.1 Immobilisations

► Immobilisations incorporelles

Les principaux éléments des actifs incorporels sont constitués par les logiciels et les fonds de commerce de la société.

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée des éléments incorporels :

Logiciels : 4 à 5 ans

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur d'utilité des fonds de commerce est évaluée en fonction de leur valeur probable de négociation.

► Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais accessoires).

Ces éléments n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation libre ou légale.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens, déterminée comme suit :

Catégories	Durées
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de bureau et informatique	4 ans
Mobilier	10 ans

► Immobilisations financières

Les titres sont inscrits au bilan à leurs coûts d'acquisition majorés des frais d'acquisition (CNC, Comité d'urgence, avis 2007-C du 15 juin 2007).

D'une façon générale, une provision pour dépréciation est constatée pour les titres de participation et les autres titres immobilisés dont la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire s'appréciant au regard de différents critères : situation nette, valeur probable de réalisation et perspectives d'avenir.

Les prêts, les créances et autres immobilisations financières sont évaluées à leur valeur nominale. Ces créances sont le cas échéant dépréciées par voie de provision s'il est jugé que leur valeur d'inventaire à la date de clôture est inférieure à leur valeur nominale.

Convention de compte courant

Le prêt accordé à la société ONET SA d'un montant de 91.679 K€ en décembre 2016 a été reclassé dans le poste 'Autres créances'. Au 31 décembre 2017, ce poste s'élève à 134.832 K€.

4.2 Créances et dettes

Les créances et dettes sont retenues en comptabilité pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur nominale.

La société provisionne intégralement les créances impayées de plus de 11 mois à la date de clôture des comptes.

4.3 Provisions pour risques et charges

En fonction des informations disponibles à la date de clôture des comptes, la société estime et traduit dans ses comptes annuels les risques potentiels identifiés, notamment par le biais des provisions pour risques et charges (en application du règlement CRC n° 2000-06).

Un tableau présentant les mouvements ayant affecté ces provisions au cours de l'exercice est joint à la présente annexe.

4.4 Médailles du travail

Le Groupe comptabilise une provision pour médailles du travail dans ses comptes individuels suivant les méthodes préconisées par l'IAS19.

Les hypothèses actuarielles à long terme sont les suivantes :

	2017	2016
Taux d'actualisation *	1,50%	1,65%
Taux d'évolution des salaires **	1 à 1,6%	1 à 1,6%
Table de mortalité	INSEE F/H 2009-2011	INSEE F/H 2009-2011
Turn-over***	Oui	Oui
Age de départ	62 à 65 ans (pour les cadres)	62 à 65 ans (pour les cadres)
Duration du passif social	9,7 ans	8,3 ans

* En France, le taux d'actualisation des engagements à long terme envers le personnel a été fixé au 31 décembre 2017 à 1,50%. Ce taux a été déterminé sur la base du rendement des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance égale à la maturation de l'engagement.

** Y inclus toutes les hypothèses d'évolution de carrière, promotions, ancienneté et autres en fonction des catégories socioprofessionnelles.

*** Un taux de turn-over interne à l'entreprise est appliqué. Celui-ci a été revu en 2016 en fonction des données statistiques du Groupe

Au 31 décembre 2017, la provision s'élève à 22 k€ (32 k€ au 31 décembre 2016).

4.5 Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan correspondent aux amortissements dérogatoires des frais d'acquisition des titres de participation.

5 Engagements hors bilan

5.1 Gages, hypothèques et nantissements

En garantie du nouveau contrat de crédits d'un montant total de 160 M€ mis en place le 24 juin 2015 entre, ONET S.A. et un pool de banques, la société HOLDING REINIER S.A.S. s'est portée caution, solidairement avec ONET SA, envers les prêteurs, du paiement de toutes sommes en principal, intérêts, intérêts de retard, frais, dépenses et accessoires.

La Société HOLDING REINIER s'est également portée caution solidaire du contrat d'emprunt obligataire souscrit le 28 juillet 2015 auprès de divers investisseurs par ONET SA à hauteur de 70 M€.

Les cautions données par la HOLDING REINIER sont rémunérées à un taux de 0,25%. Au 31 décembre 2017, une rémunération est constatée pour 389 K€. (345 K€ en 2016)

5.2 Engagements de retraite et avantages similaires

Conformément à la possibilité offerte par l'article L123-13, al.3 du Code de Commerce, les indemnités de fin de carrière ne sont pas comptabilisées dans les comptes sociaux et sont indiqués en annexe, dans le tableau des engagements hors bilan.

Les engagements de retraite et avantages similaires de la société HOLDING REINIER portent sur le régime à prestations définies suivantes :

- Les indemnités de fin de carrière

L'évaluation au 31 décembre 2017 des indemnités de départ s'élève à 606 K€ (697 K€ au 31 décembre 2016).

En France, les conventions collectives obligatoires prévoient des indemnités de fin de carrière spécifiques qui consistent en un paiement forfaitaire calculé sur la base des droits de la convention collective du secteur auquel le salarié est rattaché.

Les hypothèses actuarielles sont résumées dans le tableau suivant:

	2017	2016
Taux d'actualisation *	1,50%	1,65%
Taux d'évolution des salaires **	1 à 1,6%	1 à 1,6%
Table de mortalité	INSEE F/H 2009-2011	INSEE F/H 2009-2011
Turn-over***	Oui	Oui
Age de départ	62 ans à 65 ans (pour les cadres)	62 ans à 65 ans (pour les cadres)
Modalité de départ	volontaire	volontaire
Duration du passif social	6,9 ans	10,6 ans
Taux moyen de charges sociales	48%	48%

* En France, le taux d'actualisation des engagements à long terme envers le personnel a été fixé au 31 décembre 2017 à 1,50%. Ce taux a été déterminé sur la base du rendement des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance égale à la maturation de l'engagement.

** Y inclus toutes les hypothèses d'évolution de carrière, promotions, ancienneté et autres en fonction des catégories socioprofessionnelles.

*** Un taux de turn-over interne à l'entreprise est appliqué. Celui-ci a été revu en 2016 en fonction des données statistiques du Groupe

5.3 Fondation ONET

Le premier programme d'action pluriannuel ayant été reconduit fin 2015 jusqu'en 2020, la société s'est engagée à verser à la Fondation ONET une contribution globale de 25 K€.

Cet engagement de versement est garanti par une caution bancaire solidaire consentie par la banque LCL.

6 Rémunérations des dirigeants

L'information fournie dans le tableau "Rémunérations des Dirigeants" de la présente annexe est conforme à l'article R123-198, 1° du Code de Commerce et au PCG article 531-3.

7 Informations relatives au bilan actif

7.1 Immobilisations corporelles et incorporelles

► Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2017
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisation incorporelles (1)	16 774	2 380			19 154
Total 1 Incorporelles	16 774	2 380	0	0	19 154
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements					
Installations techniques, matériels et outillages					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	27 220	9 139		1 121	35 238
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	27 220	9 139	0	1 121	35 238
Immobilisations corporelles en cours					
Total 3 Encours Corporelles	0	0	0	0	0
Acomptes					
TOTAL	43 994	11 519	0	1 121	54 392

(1) Dont Fonds commercial : Néant

► Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, selon la nature des biens, et en fonction de la durée de vie prévue.

Tableau des amortissements techniques :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2017
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	4 034	5 055		9 089
Total 1	4 034	5 055	0	9 089
Terrains				
Constructions				
Installations générales et agencements				
Installations techniques, matériels et outillages				
Matériel de transport				
Matériel de bureau informatique, mobilier	15 959	6 881	826	22 014
Emballages récupérables et divers				
Total 2	15 959	6 881	826	22 014
TOTAL	19 993	11 936	826	31 103

► Provision pour dépréciation des immobilisations

Se référer au paragraphe Etat des provisions.

7.2 Immobilisations financières

Tableau des mouvements de l'exercice :

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2016	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2017	Provision	Valeur Nette au 31/12/2017
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations*	446 857 796		91 679 166	355 178 630	434	355 178 196
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	6 400	348 728		355 128		355 128
TOTAL	446 864 196	348 728	91 679 166	355 533 758	434	355 533 324

*Le poste 'Autres participations' se décompose comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2016	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2017	Provision	Valeur Nette au 31/12/2017
Autres participations	355 178 630			355 178 630	434	355 178 196
Créances rattachées à des participations	91 679 166		91 679 166	0		0
TOTAL	446 857 796	0	91 679 166	355 178 630	434	355 178 196

7.3 Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 149 785 279 € en valeur brute au 31/12/2017 et elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	355 128	0	355 128
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	355 128		355 128
ACTIF CIRCULANT :	149 430 152	139 970 023	9 460 129
Clients	519 550	519 550	
Clients douteux			
Personnel et comptes rattachés			
Organismes sociaux	40 824	40 824	
Etat : impôts et taxes diverses	14 030 524	4 570 395	9 460 129
Groupe et associés	134 831 862	134 831 862	
Débiteurs divers	610	610	
Charges constatées d'avance	6 782	6 782	
TOTAL	149 785 280	139 970 023	9 815 257
Montants des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques)			

7.4 Créances clients et comptes rattachés

CREANCES	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2017	Net 31/12/2016
Créances clients et comptes rattachés	519 550		519 550	3 689 796
Autres créances	148 903 819		148 903 819	8 608 554
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL	149 423 369	0	149 423 369	12 298 350

Les provisions sont établies selon les modalités décrites au paragraphe Etat des provisions.

7.5 Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Rabais, remises, Ristournes à obtenir		
Produits à recevoir – Etat, autres débiteurs	403 824	
Clients – Factures à établir	485 474	3 672 763
Avoirs non parvenus Groupe		
Intérêts courus sur compte courant		
TOTAL	889 298	3 672 763

7.6 Comptes de régularisation

► Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 6 782 €.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Charges d'exploitation	6 782	6 481
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	6 782	6 481

8 Informations relatives au bilan passif

8.1 Capitaux propres

► Composition du capital social

Catégories de titres	à la clôture de l'exercice 31/12/2017	Nombre de titres		Valeur nominale 31/12/2017
		créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions nominatives	12 762 097		2 438 894	10

► **Variation des capitaux propres**

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		308 511 767
Distributions sur résultats antérieurs		-5 000 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		303 511 767
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations de capital	70 040 109	
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		657
	Total	70 040 109 657
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Résultat de l'exercice		13 715 612
Capitaux propres avant répartition		247 187 927

8.2 Etat des provisions

Le détail des provisions par nature est le suivant :

► **Provisions pour risques et charges**

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges financières					0
Provisions pour litiges	90 822		90 822		0
Provisions pour pertes de change					0
Provisions pour pensions et obligations similaires	32 093		9 945		22 148
Autres provisions pour risques et charges		18 152			18 152
TOTAL	122 915	18 152	100 767	0	40 300

► **Provision pour dépréciation des immobilisations**

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Au 31/12/2017
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	434			434
Provisions autres immos financières				
TOTAL	434	0	0	434

► **Provision amortissements dérogatoires**

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Au 31/12/2017
Amortissements dérogatoires	703 371	657		704 028
TOTAL	703 373	657	0	704 028

► **Provisions pour dépréciation des créances**

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Au 31/12/2017
Poste : Clients douteux	1		1	
Poste : Autres créances				
TOTAL	1	0	1	0

8.3 Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	72 313 917			72 313 917
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	8	8		
à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	404 533	404 533		
Personnel et comptes rattachés	1 180 367	1 180 367		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	662 463	662 463		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	7 109	7 109		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	184 126	184 126		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 056	1 056		
Groupe et associés	184 056 628	41 256 257	142 800 371	
Autres dettes	2 844 100	2 844 100		
Dettes rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	261 654 307	46 540 019	142 800 371	72 313 917
Emprunts souscrits en cours d'exercice	72 313 917			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

8.4 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Fournisseurs	146 703	23 372
Fournisseurs Groupe	1 636	3 220
Effets à Payer autres que le Groupe		
Fournisseurs factures non parvenues Groupe	63 255	
Fournisseurs factures non parvenues	192 939	238 286
Valeurs nettes comptables	404 533	264 878

8.5 Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Rubriques	Exercice 2017	Exercice 2016
Avoirs à établir – Groupe	2 828 138	
Provision RTT	6 584	
Provision CP	139 259	157 750
Provision prime vacances	15 382	16 854
Dettes provision rémunération	893 400	922 300
Charges à payer – Organismes	369 532	371 096
Charges sociales provision RTT	2 986	
Taxe FPC	18 275	20 616
Taxe apprentissage	17 866	21 241
Charges sociales provision CP	54 998	59 432
Charges sociales provision prime vacances	6 045	6 440
Charges à payer – Etat	165 768	61 144
Charges à payer – Crédoiteurs divers	15 961	9 336
Intérêts courus à payer	7	
Fournisseurs – Factures non parvenues	192 939	238 286
Factures non parvenues Groupe	63 254	
Provision Allocations familiales		-2 589
DETTES	4 790 394	1 881 906

8.6 Comptes de régularisation

► Produits constatés d'avance

Aucun produit constaté d'avance sur l'exercice.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	0	0

9 Informations relatives au compte de résultat

9.1 Ventilation du montant net du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2017 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	France	Exercice 2017 CEE + Export	Total	Exercice 2016 Total
Ventes de marchandises				
Ventes de produits finis				
Production vendue de services	4 501 546	549 106	5 050 652	5 740 497
Chiffre d'affaires	4 501 546	549 106	5 050 652	5 740 497
%	89,13 %	10,87 %	100 %	

9.2 Autres produits d'exploitation

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Production stockée		
Production immobilisée		
Autres produits divers de gestion et subvention d'exploitation	12	8
Reprise sur amortissement et provisions, transfert de charges	101 301	12 513
TOTAL	101 313	12 521

9.3 Transferts de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Remboursement dommages et avaries		
Transfert charges d'exploitation	534	791100
Remboursement frais de formation		
Transfert de charges de personnel		
Transfert de charges d'exploitation Groupe		
TOTAL	534	

9.4 Charges et produits sur exercices antérieurs

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Néant		
TOTAL	0	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Néant		
TOTAL	0	

9.5 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de -18 804 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2017	Exercice 2016
PRODUITS EXCEPTIONNELS	300	38 527
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	300	
Reprises sur provisions exceptionnelles et transferts de charges		38 527
CHARGES EXCEPTIONNELLES	19 104	38 716
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		31 598
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	295	107
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	18 809	7 012
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-18 804	-189

9.6 Impôt sur les bénéfices

► Incidence sur le résultat de l'application des dispositions fiscales

Impact sur le résultat de l'exercice	2017
Résultat de l'exercice	13 715 612
- Impôt sur les bénéfices	-4 706 561
- Crédits d'impôts :	9 201
crédit d'impôt en faveur de la recherche	
crédit d'impôt en faveur de la formation des dirigeants	
crédit d'impôt famille	5 881
réduction d'impôt en faveur du mécénat	3 320
crédit d'impôt investissement en Corse	
crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage	
crédit d'impôt afférent aux valeurs mobilières (BIC)	
autres imputations	
Résultat avant impôt (ou crédit d'impôt)	8 999 850
+ Dotations de l'exercice aux provisions réglementées	657
- Reprises de l'exercice sur provisions réglementées	
Variation des provisions réglementées : - amortissements dérogatoires	657
Résultat hors dispositions fiscales	9 000 507

10 Informations diverses

10.1 Effectif moyen du personnel salarié et intérimaire

Sur l'année fiscale 2017, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2017	Effectif
Cadres	13
Agents de maîtrise, techniciens et employés	6
Ouvriers	
TOTAL	19

10.2 Liste des filiales et des participations

Sociétés concernées	Capital Capitaux propres	Q.P. détenues Divid. Encaiss.	Val. Brut Titres Val. Nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat Net
Filiales (plus de 50%)					
ONET SA	14 600 132	96.80	355 178 192	64 000 000	41 049 158
36, Bd de l'océan 13009 MARSEILLE	129 531 019	15 017 010	355 178 192		3 184 955

10.3 Rémunération des organes d'administration

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance
Engagements financiers				
Rémunérations allouées	423 584	44 450	191 454	187 680

10.4 Engagements hors bilan

► Engagements financiers donnés et reçus

Rubriques	Total
ENGAGEMENTS DONNES	
Liés à la trésorerie	
- Avals et cautions	167 515 000
- Lettre d'intention	
Liés aux locations	
- Part à moins d'1 an	33 967
- Part de 1 à 5 ans	23 683
Liés aux prestations de services	
Liés au personnel	
- I.F.C.	605 988
ENGAGEMENTS RECUS	
Liés à l'exploitation / immobilier/ expansion	
Créances garanties	
	168 178 638



KPMG Audit
480 avenue du Prado
CS 90021
13272 Marseille Cedex 8
France



Ernst & Young Audit

Immeuble Le Calypso
Quartier Euromed
48, quai du Lazaret
13002 Marseille
France

Holding Reinier S.A.S.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017
Holding Reinier S.A.S.
36, boulevard de l'Océan - 13009 Marseille
Ce rapport contient 33 pages



Ernst & Young Audit

KPMG Audit
480 avenue du Prado
CS 90021
13272 Marseille Cedex 8
France

Immeuble Le Calypso
Quartier Euromed
48, quai du Lazaret
13002 Marseille
France

Holding Reinier S.A.S.

Siège social : 36, boulevard de l'Océan - 13009 Marseille
Capital social : € 127.620.970

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Holding Reinier S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2017 s'établit à € 355 178 196, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par les directions opérationnelles de la société, à revoir les calculs effectués par la société, et à examiner la procédure d'approbation de ces estimations par la direction.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

Ernst & Young Audit

Holding Reinier S.A.S.

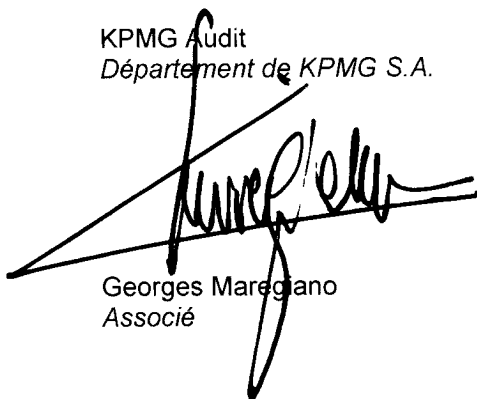
*Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
30 avril 2018*

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes

Marseille, le 30 avril 2018

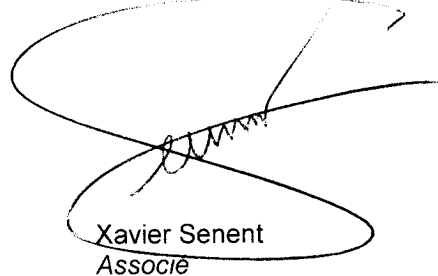
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Georges Maregiano
Associé

Marseille, le 30 avril 2018

ERNST & YOUNG Audit



Xavier Senent
Associé

Annexe des comptes annuels

SAS HOLDING REINIER

Exercice clos le 31/12/2017



NOTE PRELIMINAIRE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total, est de 508 882 532 euros, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un bénéfice de 13 715 612 euros.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes ont été arrêtés le 26 mars 2018 par le Directoire.

1. BILAN AU 31/12/2017

A. Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2017	Net 31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	19 154	9 089	10 065	12 740
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage				
Autres immobilisations corporelles	35 238	22 014	13 224	11 262
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	355 178 630	434	355 178 196	355 178 196
Créances rattachées à des participations				91 679 166
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	355 128		355 128	6 400
ACTIF IMMOBILISE	355 588 151	31 537	355 556 614	446 887 764
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	519 550		519 550	3 689 796
Autres créances	148 903 819		148 903 819	8 608 554
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	3 895 766		3 895 766	76 289
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	6 782		6 782	6 482
ACTIF CIRCULANT	153 325 918		153 325 918	12 381 121
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	508 914 069	31 537	508 882 532	459 268 885

B. Bilan passif

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé : 127 620 970)	127 620 970	152 009 910
Primes d'émission, de fusion, d'apport	34 456 881	34 928 861
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	9 413 852	8 413 852
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	61 276 584	102 606 108
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	13 715 612	9 849 665
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	704 028	703 371
CAPITAUX PROPRES	247 187 926	308 511 767
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		90 822
Provisions pour charges	40 300	32 093
PROVISIONS	40 300	122 915
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	72 313 917	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8	
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	404 533	264 878
Dettes fiscales et sociales	2 034 065	2 528 095
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 056	2 479
Autres dettes	186 900 728	147 838 751
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	261 654 306	150 634 203
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	508 882 532	459 268 885

2. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2017

Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	4 501 546	549 106	5 050 652	5 740 497
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	4 501 546	549 106	5 050 652	5 740 497
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			101 301	12 513
Autres produits			12	8
PRODUITS D'EXPLOITATION			5 151 965	5 753 018
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			23	
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			2 980 932	1 902 692
Impôts, taxes et versements assimilés			84 122	182 174
Salaires et traitements			2 493 665	2 784 856
Charges sociales			1 060 732	1 098 886
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			11 936	10 790
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				90 822
Autres charges			326 058	243 943
CHARGES D'EXPLOITATION			6 957 467	6 314 163
		RESULTAT D'EXPLOITATION	-1 805 502	-561 145
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			15 667 856	5 548 003
Produits financiers de participations			15 667 681	5 202 858
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			-1	345 145
Reprises sur provisions et transferts de charges			1	
Différences positives de change			175	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			4 843 700	1 245 104
Dotations financières aux amortissements et provisions				1
Intérêts et charges assimilées			4 843 700	1 245 103
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
		RESULTAT FINANCIER	10 824 156	4 302 899
		RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	9 018 654	3 741 754
PRODUITS EXCEPTIONNELS			300	38 527
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital			300	
Reprises sur provisions et transferts de charges				38 527
CHARGES EXCEPTIONNELLES			19 104	38 716
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				31 598
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			295	107
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			18 809	7 012
		RESULTAT EXCEPTIONNEL	-18 804	-189
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices			-4 715 762	-6 108 100
TOTAL DES PRODUITS			20 820 121	11 339 548
TOTAL DES CHARGES			7 104 510	1 489 884
BENEFICE OU PERTE			13 715 612	9 849 665

3. ANNEXE

1 PRINCIPES ET REGLES COMPTABLES	7	9.2 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	24
2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	7	9.3 TRANSFERTS DE CHARGES	25
2.1 ACTIONNARIAT – EMZ PARTNERS	7	9.4 CHARGES ET PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS.....	25
2.2 REDUCTION DE CAPITAL	8	9.5 RESULTAT EXCEPTIONNEL	26
2.3 EMPRUNT OBLIGATAIRE.....	8	9.6 IMPOT SUR LES BENEFICES.....	26
2.4 DECOMPTABILISATION DU CICE	9	10 INFORMATIONS DIVERSES.....	27
2.5 CONTROLE URSSAF.....	9	10.1 EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL SALARIE ET INTERIMAIRE. 27	
2.6 CONTROLE FISCAL	9	10.2 LISTE DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS.....	27
2.7 REDEVANCE.....	10	10.3 REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION	27
3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	10	10.4 ENGAGEMENTS HORS BILAN	28
4 METHODES COMPTABLES RETENUES POUR L'ETABLISSEMENT DES COMPTES.....	10		
4.1 IMMOBILISATIONS	10		
4.2 CREANCES ET DETTES	11		
4.3 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES.....	11		
4.4 MEDAILLES DU TRAVAIL	12		
4.5 PROVISIONS REGLEMENTEES	12		
5 ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	12		
5.1 GAGES, HYPOTHEQUES ET NANTISSEMENTS	12		
5.2 ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES SIMILAIRES....	12		
5.3 FONDATION ONET	13		
6 REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS	13		
7 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF	14		
7.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	14		
7.2 IMMOBILISATIONS FINANCIERES	16		
7.3 ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES	17		
7.4 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	18		
7.5 PRODUITS A RECEVOIR	18		
7.6 COMPTES DE REGULARISATION	19		
8 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF ...	19		
8.1 CAPITAUX PROPRES	19		
8.2 ETAT DES PROVISIONS	20		
8.3 ETATS DES ECHEANCES DES DETTES.....	22		
8.4 DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	23		
8.5 CHARGES A PAYER.....	23		
8.6 COMPTES DE REGULARISATION	24		
9 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	24		
9.1 VENTILATION DU MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES....	24		

1 Principes et règles comptables

(Code de Commerce - Articles 9 et 11 - Décret 83-1020 du 29.11.1983 - Articles 7, 21, 24 début 24-1°, 24-2° et 24-3°)

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

2 Faits marquants de l'exercice

2.1 Actionnariat – EMZ Partners

La société Holding Reinier s'est engagée depuis 2015 dans la recherche active d'un nouvel investisseur, les Sociétés FFP invest et Immobilière Saint Julien ayant souhaité se désengager. Dans cette perspective, la société est entrée en relation avec EMZ Partners, société de participations financières ; celle-ci a exprimé son intérêt pour prendre une participation dans le capital de la société par le biais de l'acquisition d'actions ordinaires auprès de la société Immobilière Saint Julien et la souscription d'obligations à bons de souscription d'actions (OBSA) émises par la société. Le produit de l'émission des OBSA financerait deux réductions de capital successives qui permettraient à la société de racheter, en vue de les annuler, les actions de la Société détenues par FFP Invest et Immobilière Saint Julien. (Pour plus de détail sur la réduction de capital se référer au point 2.2)

Le 31 mars 2017, un « protocole de cession et d'investissement » a été signé entre EMZ partners, l'immobilière de Saint Julien (cédant), le Groupe Familial Reinier, la SDMO et la Holding Reinier. Ce protocole a eu pour objet de définir la structure de l'opération d'investissement d'EMZ (prix, modalités, etc...).

Le closing est intervenu le 28 avril 2017 par la signature du pacte d'actionnaires et du pacte managers. Les termes et conditions des pactes ont été approuvés par le Directoire ONET le 10 juillet 2017. Les rapports des commissaires aux comptes et du commissaire aux avantages particuliers ont été présentés lors de l'assemblée, et les statuts de la Holding Reinier ont été mis à jour.

2.2 Réduction de capital

Un rachat de titres suivi d'une première opération de réduction de capital a eu lieu le 22 mars 2017 (date de la décision de la Présidente) ; cette réduction a eu pour effet de réduire de 56.836 actions le capital social de la Holding Reinier pour un montant de 1.506.722 euros.

Cette opération a impacté au débit le compte # 101300 capital social pour 568.360 euros et le compte # 106810 réserve facultative pour 938.362 euros.

Les résolutions 5 à 7 de l'AGE du 13 avril 2017 ont entériné le rachat des titres suivi d'une réduction de capital de la Holding Reinier de 1.697.579 actions par annulation des actions encore détenues par FFP pour un montant de 48.177.292 euros.

Cette opération a impacté au débit le compte # 101300 capital social pour 16.975.790 euros et le compte # 106810 réserve facultative pour 31.201.502 euros en contrepartie des actions rachetées. (Compte de titres # 277200 par contrepartie cash et annulation des titres par contrepartie capitaux propres)

La résolution 8 de l'AGE du 13 avril 2017 a entériné l'opération de réduction de 684.479 actions par annulation des actions rachetées à l'Immobilière de Saint Julien et à M. Munos pour un montant de 19.884.115 euros.

Cette opération a impacté au débit le compte # 101300 capital social pour 6.844.790 euros et le compte # 106810 réserve facultative pour 13.039.325 euros.

Ces opérations ont été financées par l'émission d'un emprunt obligataire auprès d'EMZ de 69 M€. (Pour plus de détail sur l'emprunt obligataire, se référer au point 2.3)

La répartition du capital au terme de ces opérations est la suivante :

	<i>Nombre d'actions</i>	<i>% Détention</i>
Groupe Familial Reinier	11.005.734	86,24%
SDMO	775.916	6,08%
EMZ partners	877.797	6,88%
Managers	86.059	0,67%
Autres	16.591	0,13%
Actionnariat	12.762.097	100,00%

2.3 Emprunt obligataire

L'AGE du 13 avril 2017 a autorisé l'émission d'un emprunt obligataire :

- D'un montant de 69 millions d'euros divisé en 6 900 obligations à bons de souscription d'actions de 10 000 euros chacune,
- Portant intérêt au taux fixe annuel de 7%,
- Venant à échéance 8 ans à compter de la date de souscription (paiement du capital et des intérêts capitalisés à la date d'échéance ou à la date de chaque remboursement anticipé),

- Obligations auxquelles est attaché à chacune d'elles un bon de souscription d'actions ordinaires de la société donnant le droit de souscrire à 129 actions ordinaires au prix de 29.05 € par action (augmentation de capital différée d'un montant total de 8 901 K€, nominal de l'action 10€, et prime de 16 956 K€),
- Ces BSA sont détachables à tout moment des obligations auxquelles ils sont attachés et librement cessibles,
- Ces BSA sont exerçables à tout moment pendant la durée d'exercice, soit 15 ans, à compter de la date de souscription (le 28 avril 2017),
- Le droit préférentiel de souscription est réservé intégralement à FCPI Océan Invest I, fonds professionnel de capital investissement, représenté par sa société de gestion, EMZ partners.

L'emprunt est comptabilisé au compte # 163100. Les intérêts capitalisés au 31 décembre 2017 s'élèvent à 3.314 K€.

2.4 Décomptabilisation du CICE

Activation du contrat de cession de créance décomptabilisant auprès de BPI en décembre pour un montant de 53.3 M€. Le coût de cette opération est de 1.5 M€ vs 1.2 M€ en 2016 (cession du CICE de l'année 2016).

Cette opération s'est traduite comme suit dans les comptes de la société HOLDING REINIER :

- Transfert du CICE des filiales (décembre 2016-novembre 2017) pour un montant de 55 M€,
- Cession du CICE estimé pour un montant de 53.3 M€ (diminution du BFR et amélioration de la trésorerie),
- Encaissement du solde du CICE 2016 cédé de 0.8 M€.

La créance restante de 1.7 M€ fera l'objet d'une cession complémentaire en 2018.

2.5 Contrôle URSSAF

Le Groupe a fait l'objet en 2017 d'un contrôle URSSAF portant sur les années 2014 à 2016. Le risque provisionné au compte 158500 s'élève à 18 K€.

2.6 Contrôle fiscal

La société HODING REINIER a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2016 dont les éventuels redressements de l'impôt avait été provisionnés au compte 151100 pour 91 K€.

Au 31 décembre 2017, suite à la notification de redressement une charge à payer de 96 K€ a été comptabilisée au compte 448600. La provision pour risques a été reprise.

2.7 Redevance

Le montant de prestations pour l'année 2017 s'élève à 4.511 K€ (4.803 K€ en 2016).

3 Evénements postérieurs à la clôture

La société a acquis au cours de 2^{ème} trimestre 2018, de sa filiale la société Onet SA, l'intégralité des actions de la Société du Management Onet – SDMO possédées par cette dernière, afin de pouvoir rapidement réaliser une transmission universelle du patrimoine de cette société à son profit, et permettre ainsi la disparition de la boucle d'autocontrôle qu'engendrait la participation croisée dans la SDMO.

4 Méthodes comptables retenues pour l'établissement des comptes

4.1 Immobilisations

► Immobilisations incorporelles

Les principaux éléments des actifs incorporels sont constitués par les logiciels et les fonds de commerce de la société.

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée des éléments incorporels :

Logiciels : 4 à 5 ans

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur d'utilité des fonds de commerce est évaluée en fonction de leur valeur probable de négociation.

► Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais accessoires).

Ces éléments n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation libre ou légale.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens, déterminée comme suit :

Catégories	Durées
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de bureau et informatique	4 ans
Mobilier	10 ans

► Immobilisations financières

Les titres sont inscrits au bilan à leurs coûts d'acquisition majorés des frais d'acquisition (CNC, Comité d'urgence, avis 2007-C du 15 juin 2007).

D'une façon générale, une provision pour dépréciation est constatée pour les titres de participation et les autres titres immobilisés dont la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire s'appréciant au regard de différents critères : situation nette, valeur probable de réalisation et perspectives d'avenir.

Les prêts, les créances et autres immobilisations financières sont évaluées à leur valeur nominale. Ces créances sont le cas échéant dépréciées par voie de provision s'il est jugé que leur valeur d'inventaire à la date de clôture est inférieure à leur valeur nominale.

Convention de compte courant

Le prêt accordé à la société ONET SA d'un montant de 91.679 K€ en décembre 2016 a été reclassé dans le poste 'Autres créances'. Au 31 décembre 2017, ce poste s'élève à 134.832 K€.

4.2 Créances et dettes

Les créances et dettes sont retenues en comptabilité pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur nominale.

La société provisionne intégralement les créances impayées de plus de 11 mois à la date de clôture des comptes.

4.3 Provisions pour risques et charges

En fonction des informations disponibles à la date de clôture des comptes, la société estime et traduit dans ses comptes annuels les risques potentiels identifiés, notamment par le biais des provisions pour risques et charges (en application du règlement CRC n° 2000-06).

Un tableau présentant les mouvements ayant affecté ces provisions au cours de l'exercice est joint à la présente annexe.

4.4 Médailles du travail

Le Groupe comptabilise une provision pour médailles du travail dans ses comptes individuels suivant les méthodes préconisées par l'IAS19.

Les hypothèses actuarielles à long terme sont les suivantes :

	2017	2016
Taux d'actualisation *	1,50%	1,65%
Taux d'évolution des salaires **	1 à 1,6%	1 à 1,6%
Table de mortalité	INSEE F/H 2009-2011	INSEE F/H 2009-2011
Turn-over***	Oui	Oui
Age de départ	62 à 65 ans (pour les cadres)	62 à 65 ans (pour les cadres)
Duration du passif social	9,7 ans	8,3 ans

* En France, le taux d'actualisation des engagements à long terme envers le personnel a été fixé au 31 décembre 2017 à 1,50%. Ce taux a été déterminé sur la base du rendement des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance égale à la maturation de l'engagement.

** Y inclus toutes les hypothèses d'évolution de carrière, promotions, ancienneté et autres en fonction des catégories socioprofessionnelles.

*** Un taux de turn-over interne à l'entreprise est appliqué. Celui-ci a été revu en 2016 en fonction des données statistiques du Groupe

Au 31 décembre 2017, la provision s'élève à 22 k€ (32 k€ au 31 décembre 2016).

4.5 Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan correspondent aux amortissements dérogatoires des frais d'acquisition des titres de participation.

5 Engagements hors bilan

5.1 Gages, hypothèques et nantissements

En garantie du nouveau contrat de crédits d'un montant total de 160 M€ mis en place le 24 juin 2015 entre, ONET S.A. et un pool de banques, la société HOLDING REINIER S.A.S. s'est portée caution, solidairement avec ONET SA, envers les prêteurs, du paiement de toutes sommes en principal, intérêts, intérêts de retard, frais, dépenses et accessoires.

La Société HOLDING REINIER s'est également portée caution solidaire du contrat d'emprunt obligataire souscrit le 28 juillet 2015 auprès de divers investisseurs par ONET SA à hauteur de 70 M€.

Les cautions données par la HOLDING REINIER sont rémunérées à un taux de de 0,25%. Au 31 décembre 2017, une rémunération est constatée pour 389 K€. (345 K€ en 2016)

5.2 Engagements de retraite et avantages similaires

Conformément à la possibilité offerte par l'article L123-13, al.3 du Code de Commerce, les indemnités de fin de carrière ne sont pas comptabilisées dans les comptes sociaux et sont indiqués en annexe, dans le tableau des engagements hors bilan.

Les engagements de retraite et avantages similaires de la société HOLDING REINIER portent sur le régime à prestations définies suivantes :

- Les indemnités de fin de carrière

L'évaluation au 31 décembre 2017 des indemnités de départ s'élève à 606 K€ (697 K€ au 31 décembre 2016).

En France, les conventions collectives obligatoires prévoient des indemnités de fin de carrière spécifiques qui consistent en un paiement forfaitaire calculé sur la base des droits de la convention collective du secteur auquel le salarié est rattaché.

Les hypothèses actuarielles sont résumées dans le tableau suivant:

	2017	2016
Taux d'actualisation *	1,50%	1,65%
Taux d'évolution des salaires **	1 à 1,6%	1 à 1,6%
Table de mortalité	INSEE F/H 2009-2011	INSEE F/H 2009-2011
Turn-over***	Oui	Oui
Age de départ	62 ans à 65 ans (pour les cadres)	62 ans à 65 ans (pour les cadres)
Modalité de départ	volontaire	volontaire
Duration du passif social	6,9 ans	10,6 ans
Taux moyen de charges sociales	48%	48%

* En France, le taux d'actualisation des engagements à long terme envers le personnel à été fixé au 31 décembre 2017 à 1,50%. Ce taux a été déterminé sur la base du rendement des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance égale à la maturation de l'engagement.

** Y inclus toutes les hypothèses d'évolution de carrière, promotions, ancienneté et autres en fonction des catégories socioprofessionnelles.

*** Un taux de turn-over interne à l'entreprise est appliqué. Celui-ci a été revu en 2016 en fonction des données statistiques du Groupe

5.3 Fondation ONET

Le premier programme d'action pluriannuel ayant été reconduit fin 2015 jusqu'en 2020, la société s'est engagée à verser à la Fondation ONET une contribution globale de 25 K€. Cet engagement de versement est garanti par une caution bancaire solidaire consentie par la banque LCL.

6 Rémunérations des dirigeants

L'information fournie dans le tableau "Rémunérations des Dirigeants" de la présente annexe est conforme à l'article R123-198, 1° du Code de Commerce et au PCG article 531-3.

7 Informations relatives au bilan actif

7.1 Immobilisations corporelles et incorporelles

► Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2017
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisation incorporelles (1)	16 774	2 380			19 154
Total 1 Incorporelles	16 774	2 380	0	0	19 154
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements					
Installations techniques, matériels et outillages					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	27 220	9 139		1 121	35 238
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	27 220	9 139	0	1 121	35 238
Immobilisations corporelles en cours					
Total 3 Encours Corporelles	0	0	0	0	0
Acomptes					
TOTAL	43 994	11 519	0	1 121	54 392

(1) Dont Fonds commercial : Néant

► Tableau des amortissements

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, selon la nature des biens, et en fonction de la durée de vie prévue.

Tableau des amortissements techniques :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2017
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	4 034	5 055		9 089
Total 1	4 034	5 055	0	9 089
Terrains				
Constructions				
Installations générales et agencements				
Installations techniques, matériels et outillages				
Matériel de transport				
Matériel de bureau informatique, mobilier	15 959	6 881	826	22 014
Emballages récupérables et divers				
Total 2	15 959	6 881	826	22 014
TOTAL	19 993	11 936	826	31 103

► Provision pour dépréciation des immobilisations

Se référer au paragraphe Etat des provisions.

7.2 Immobilisations financières

Tableau des mouvements de l'exercice :

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2016	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2017	Provision	Valeur Nette au 31/12/2017
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations*	446 857 796		91 679 166	355 178 630	434	355 178 196
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	6 400	348 728		355 128		355 128
TOTAL	446 864 196	348 728	91 679 166	355 533 758	434	355 533 324

*Le poste 'Autres participations' se décompose comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2016	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2017	Provision	Valeur Nette au 31/12/2017
Autres participations	355 178 630			355 178 630	434	355 178 196
Créances rattachées à des participations	91 679 166		91 679 166	0		0
TOTAL	446 857 796	0	91 679 166	355 178 630	434	355 178 196

7.3 Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 149 785 279 € en valeur brute au 31/12/2017 et elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	355 128	0	355 128
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	355 128		355 128
ACTIF CIRCULANT :	149 430 152	139 970 023	9 460 129
Clients	519 550	519 550	
Clients douteux			
Personnel et comptes rattachés			
Organismes sociaux	40 824	40 824	
Etat : impôts et taxes diverses	14 030 524	4 570 395	9 460 129
Groupe et associés	134 831 862	134 831 862	
Débiteurs divers	610	610	
Charges constatées d'avance	6 782	6 782	
TOTAL	149 785 280	139 970 023	9 815 257

Montants des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques)

7.4 Créances clients et comptes rattachés

CREANCES	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2017	Net 31/12/2016
Créances clients et comptes rattachés	519 550		519 550	3 689 796
Autres créances	148 903 819		148 903 819	8 608 554
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL	149 423 369	0	149 423 369	12 298 350

Les provisions sont établies selon les modalités décrites au paragraphe Etat des provisions.

7.5 Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Rabais, remises, Ristournes à obtenir		
Produits à recevoir – Etat, autres débiteurs	403 824	
Clients – Factures à établir	485 474	3 672 763
Avoirs non parvenus Groupe		
Intérêts courus sur compte courant		
TOTAL	889 298	3 672 763

7.6 Comptes de régularisation

► Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 6 782 €.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Charges d'exploitation	6 782	6 481
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	6 782	6 481

8 Informations relatives au bilan passif

8.1 Capitaux propres

► Composition du capital social

Catégories de titres	à la clôture de l'exercice 31/12/2017	Nombre de titres		Valeur nominale 31/12/2017
		créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions nominatives	12 762 097		2 438 894	10

► Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		308 511 767
Distributions sur résultats antérieurs		-5 000 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		303 511 767
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations de capital	70 040 109	
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		657
Total	70 040 109	657
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Résultat de l'exercice		13 715 612
Capitaux propres avant répartition		247 187 927

8.2 Etat des provisions

Le détail des provisions par nature est le suivant :

► Provisions pour risques et charges

Rubriques	Situation et mouvements				Provisions à la fin de l'exercice
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provisions pour risques et charges financières					0
Provisions pour litiges	90 822		90 822		0
Provisions pour pertes de change					0
Provisions pour pensions et obligations similaires	32 093		9 945		22 148
Autres provisions pour risques et charges		18 152			18 152
TOTAL	122 915	18 152	100 767	0	40 300

► Provision pour dépréciation des immobilisations

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Au 31/12/2017
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	434			434
Provisions autres immos financières				
TOTAL	434	0	0	434

► Provision amortissements dérogatoires

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Au 31/12/2017
Amortissements dérogatoires	703 371	657		704 028
TOTAL	703 373	657	0	704 028

► Provisions pour dépréciation des créances

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Au 31/12/2017
Poste : Clients douteux	1		1	
Poste : Autres créances				
TOTAL	1	0	1	0

8.3 Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	72 313 917			72 313 917
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	8	8		
à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	404 533	404 533		
Personnel et comptes rattachés	1 180 367	1 180 367		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	662 463	662 463		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	7 109	7 109		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	184 126	184 126		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 056	1 056		
Groupe et associés	184 056 628	41 256 257	142 800 371	
Autres dettes	2 844 100	2 844 100		
Dettes rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	261 654 307	46 540 019	142 800 371	72 313 917
Emprunts souscrits en cours d'exercice	72 313 917			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

8.4 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Fournisseurs	146 703	23 372
Fournisseurs Groupe	1 636	3 220
Effets à Payer autres que le Groupe		
Fournisseurs factures non parvenues Groupe	63 255	
Fournisseurs factures non parvenues	192 939	238 286
Valeurs nettes comptables	404 533	264 878

8.5 Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Rubriques	Exercice 2017	Exercice 2016
Avoirs à établir – Groupe	2 828 138	
Provision RTT	6 584	
Provision CP	139 259	157 750
Provision prime vacances	15 382	16 854
Dettes provision rémunération	893 400	922 300
Charges à payer – Organismes	369 532	371 096
Charges sociales provision RTT	2 986	
Taxe FPC	18 275	20 616
Taxe apprentissage	17 866	21 241
Charges sociales provision CP	54 998	59 432
Charges sociales provision prime vacances	6 045	6 440
Charges à payer – Etat	165 768	61 144
Charges à payer – Crédoiteurs divers	15 961	9 336
Intérêts courus à payer	7	
Fournisseurs – Factures non parvenues	192 939	238 286
Factures non parvenues Groupe	63 254	
Provision Allocations familiales		-2 589
DETTES	4 790 394	1 881 906

8.6 Comptes de régularisation

► Produits constatés d'avance

Aucun produit constaté d'avance sur l'exercice.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	0	0

9 Informations relatives au compte de résultat

9.1 Ventilation du montant net du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2017 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	France	Exercice 2017 CEE + Export	Total	Exercice 2016 Total
Ventes de marchandises				
Ventes de produits finis				
Production vendue de services	4 501 546	549 106	5 050 652	5 740 497
Chiffre d'affaires	4 501 546	549 106	5 050 652	5 740 497
%	89,13 %	10,87 %	100 %	

9.2 Autres produits d'exploitation

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Production stockée		
Production immobilisée		
Autres produits divers de gestion et subvention d'exploitation	12	8
Reprise sur amortissement et provisions, transfert de charges	101 301	12 513
TOTAL	101 313	12 521

9.3 Transferts de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Remboursement dommages et avaries		
Transfert charges d'exploitation	534	791100
Remboursement frais de formation		
Transfert de charges de personnel		
Transfert de charges d'exploitation Groupe		
TOTAL	534	

9.4 Charges et produits sur exercices antérieurs

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Néant		

TOTAL	0	
--------------	----------	--

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Néant		

TOTAL	0	
--------------	----------	--

9.5 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de -18 804 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2017	Exercice 2016
PRODUITS EXCEPTIONNELS	300	38 527
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	300	
Reprises sur provisions exceptionnelles et transferts de charges		38 527
CHARGES EXCEPTIONNELLES	19 104	38 716
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		31 598
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	295	107
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	18 809	7 012
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-18 804	-189

9.6 Impôt sur les bénéfices

► Incidence sur le résultat de l'application des dispositions fiscales

Impact sur le résultat de l'exercice	2017
Résultat de l'exercice	13 715 612
- Impôt sur les bénéfices	-4 706 561
- Crédits d'impôts :	9 201
crédit d'impôt en faveur de la recherche	
crédit d'impôt en faveur de la formation des dirigeants	
crédit d'impôt famille	5 881
réduction d'impôt en faveur du mécénat	3 320
crédit d'impôt investissement en Corse	
crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage	
crédit d'impôt afférent aux valeurs mobilières (BIC)	
autres imputations	
Résultat avant impôt (ou crédit d'impôt)	8 999 850
+ Dotations de l'exercice aux provisions réglementées	657
- Reprises de l'exercice sur provisions réglementées	
Variation des provisions réglementées : - amortissements dérogatoires	657
Résultat hors dispositions fiscales	9 000 507

10 Informations diverses

10.1 Effectif moyen du personnel salarié et intérimaire

Sur l'année fiscale 2017, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2017	Effectif
Cadres	13
Agents de maîtrise, techniciens et employés	6
Ouvriers	
TOTAL	19

10.2 Liste des filiales et des participations

Sociétés concernées	Capital Capitaux propres	Q.P. détenues Divid.Encaiss.	Val. Brut Titres Val. Nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat Net
Filiales (plus de 50%)					
ONET SA	14 600 132	96.80	355 178 192	64 000 000	41 049 158
36, Bd de l'océan 13009 MARSEILLE	129 531 019	15 017 010	355 178 192		3 184 955

10.3 Rémunération des organes d'administration

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance
Engagements financiers				
Rémunérations allouées	423 584	44 450	191 454	187 680

10.4 Engagements hors bilan

► Engagements financiers donnés et reçus

Rubriques	Total
ENGAGEMENTS DONNES	
Liés à la trésorerie	
- Avals et cautions	167 515 000
- Lettre d'intention	
Liés aux locations	
- Part à moins d'1 an	33 967
- Part de 1 à 5 ans	23 683
Liés aux prestations de services	
Liés au personnel	
- I.F.C.	605 988
ENGAGEMENTS RECUS	
Liés à l'exploitation / immobilier/ expansion	
Créances garanties	
	168 178 638

HOLDING REINIER
Société par actions simplifiée au capital de 127.620.970 euros
Siège social : 36 Bd de l'Océan - 13009 MARSEILLE

SIREN 489 504 332 – R.C.S MARSEILLE

Rapport du Conseil de surveillance
Sur le gouvernement d'entreprise
Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Nous vous rappelons que l'assemblée générale extraordinaire réunie le 13 avril 2017, a décidé de remplacer la gouvernance jusque-là exercée par un Président, un Directeur général et un conseil d'administration, par une gouvernance effectuée par un Président (disposant du pouvoir de représentation et nommé par l'Assemblée), un directoire composé de deux personnes (en pratique le président de la société de droit et le président du directoire d'Onet SA), disposant chacun du même pouvoir de représentation et un conseil de surveillance de 7 à 8 membres, en charge de contrôler et surveiller la gestion du directoire et d'autoriser préalablement certaines de ses décisions.

Ceci rend nécessaire, par analogie aux dispositions de l'article L 225-68 alinéa 6 du Code de commerce, l'établissement du présent rapport.

CONVENTIONS CONCLUES PAR UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF DE LA SOCIETE MERE AVEC UNE FILIALE

En application des dispositions de l'Ordonnance du 31 juillet 2014, nous vous informons qu'aucune convention n'est intervenue, directement ou par personne interposée, entre un dirigeant ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% d'une personne morale actionnaire majoritaire de notre société, d'une part, et une filiale dont notre société détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital d'autre part.

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4 du Code de commerce, nous vous présentons en annexe la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux, avec indication des mandats éventuellement échus en cours d'exercice.

OBSERVATIONS SUR LE RAPPORT DE GESTION ET SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous vous précisons que les comptes annuels de l'exercice clos le 31.12.2017 et le rapport de gestion ont été communiqués par le Directoire au Conseil de surveillance dans les délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

Ces comptes et ce rapport traduisent un exercice 2017 caractérisé par une décroissance du chiffre d'affaires (-12,02%) et un accroissement du résultat financier, qui amènent un résultat positif en net accroissement (+39,25%) par rapport à celui de l'exercice précédent.

Les comptes sociaux de l'exercice clos le 31.12.2017 font apparaître les principaux postes suivants :

- Total du bilan : 508.882.532 euros
- Chiffre d'affaires : 5.050.652 euros
- Résultat d'exploitation : -1.805.502 euros
- Résultat financier : +10.824.156 euros
- Résultat net : +13.715.612 euros

Par ailleurs, le Conseil de surveillance reconnaît avoir eu connaissance des comptes consolidés, au 31.12.2017, qui se traduisent par un chiffre d'affaires en hausse de 7,41%, à 1.821.067 K€ (+5,1% corrigée de l'apport de la croissance externe), et un résultat consolidé de 36.856 K€, en réduction de 18,36% par rapport à celui de l'exercice précédent.

Les comptes annuels et le rapport de gestion du Directoire appellent de la part du Conseil les observations suivantes :

Le résultat d'exploitation enregistre une forte variation négative, du fait d'une progression des honoraires dans le cadre du projet Océan.

Le résultat financier s'établit à +10,8 M€, contre +4,3M€ à fin 2016. Il est la conséquence d'une plus forte distribution de dividendes de notre filiale Onet, malgré une hausse des charges financières occasionnée par les intérêts attachés à l'emprunt obligataire mis en place en cours d'année.

Malgré un crédit d'impôt sur les bénéfices en réduction, le résultat net est en hausse de près de 40%.

Au passif du bilan on note que les capitaux propres passent de 308,5 M€ en 2016 à 247,2 M€ en 2017, conséquence des deux opérations de réduction de capital par rachat d'actions réalisées en février et avril 2017

Les dettes financières s'alourdissent de 72,3 M€ du fait du nouvel emprunt obligataire.

A l'actif, on note une diminution du montant des immobilisations financières de 91,3 M€. En fait, le solde de la créance de compte courant entre La Société et sa filiale Onet, qui était de 91,7 M€ au 31.12.2016, a été reclassé en Autres créances et s'élève à 134,8 M€ au 31.12.2017.

Nous sommes conscients que l'année 2018 sera marquée par la perte d'un point de CICE. Les perspectives du groupe à moyen terme conjuguent une volonté de préservation de la profitabilité et la mise en place d'une stratégie commerciale sélective basée sur la recherche de croissance profitable et durable, ambition déclinée au quotidien au travers des actions commerciales menées auprès de nos clients.

Le développement du groupe tant à l'international qu'en France devrait se poursuivre en 2018 avec de nouvelles cibles de croissance externe de taille plus modeste.

La structure financière de la société reste saine et les covenants juridiques et financiers du Groupe, sont tous respectés au 31.12.2017.

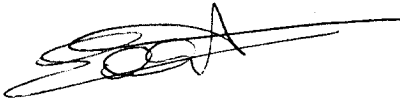
Nous n'avons aucune autre observation particulière à formuler, tant en ce qui concerne le rapport de gestion du Directoire que les comptes de l'exercice clos le 31.12.2017.

Dans ce contexte, nous vous recommandons d'approuver les résolutions qui vous sont proposées, relatives :

- ✓ à l'approbation des comptes sociaux 2017 et au rapport de gestion du Directoire,
- ✓ à l'affectation du résultat et à la répartition des bénéfices,
- ✓ à l'approbation de conventions réglementées éventuelles,
- ✓ à la ratification de la cooptation d'un membre du conseil de surveillance.

DELEGATIONS DE POUVOIRS OU DE COMPETENCE

Nous vous précisons que l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société du 19 juillet 2017, a donné tous pouvoirs au Directoire pour réaliser une ou plusieurs augmentations du capital avec renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription, en vue de l'émission et de la libération des actions que ce dernier aura décidé d'attribuer gratuitement à des salariés de la société et de son groupe en conformité des dispositions des articles L 225-197-1 et L 225-97-2 du Code de commerce, pour un montant maximum de 70.000 actions, dans la limite de 10% du capital. Cette autorisation qui a une durée de validité de 38 mois n'a pas été utilisée en 2017, le Directoire n'ayant en application de l'autorisation délivrée par l'Assemblée générale Mixte du 19.07.2017, procédé qu'à une attribution provisoire soumise à conditions dont celle du respect d'un délai d'acquisition d'un an.



Pour le Conseil
Madame Emilie de Lombarès
Présidente

HOLDING REINIER
Société par actions simplifiée
au capital de 127.620.970 euros
Siège social : 36 Bd de l'Océan
13009 MARSEILLE
489.504.332 RCS MARSEILLE

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 25 JUIN 2018

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Bénéfice net de l'exercice..... 13.715.611,53 €

Résultat net à affecter: 13.715.611,53 €

- Réserve légale (5% minimum)..... 1.000.000,00 €
- Dividendes..... 5.000.000,00 €
- Autres réserves 7.715.611,53 €

Total égal : 13.715.611,53 €
=====

RESOLUTION D'AFFECTATION VOTEE

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, sur proposition du Directoire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice qui s'élève à 13.715.611,53 euros, de la manière suivante :

Bénéfice net de l'exercice..... 13.715.611,53 €

Résultat net à affecter: 13.715.611,53 €

- Réserve légale (5% minimum)..... 1.000.000,00 €
- Dividendes..... 5.000.000,00 €
- Autres réserves 7.715.611,53 €

Total égal : 13.715.611,53 €
=====

Conformément aux dispositions de l'article 117 quater du Code général des impôts dans sa rédaction issue de la loi n° 2017-1837 du 30.12.2017, le montant brut de cette distribution de dividendes sera soumis au prélèvement forfaitaire non libératoire (PFNL) au taux de 12,8%

Par dérogation à l'application du PFNL, ces dividendes pourront, sur option du contribuable exprimée dans sa déclaration de revenus, être assujettis au barème progressif de l'impôt sur le revenu, après application d'un abattement de 40%, mais cette option sera globale pour tous les revenus mobiliers perçus en cours d'année.



Que cette option soit exercée ou non, cette distribution de dividendes afférant à des titres non-inscrits sur un PEA supportera également les prélèvements sociaux au taux de 17,2%, prélevés à la source par la société distributrice.

En conséquence, le montant brut des dividendes revenant à chacun des associés sera diminué :

- (i) du montant du prélèvement forfaitaire non libératoire au taux de 12,8 %;
- (ii) du montant des prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que les dividendes qui ont été mis en distribution au titre des trois exercices précédents, ont été les suivants:

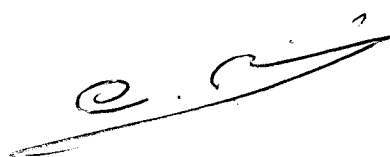
Exercice	Revenus éligibles à l'abattement		Revenus non éligibles
	Dividendes	Autres revenus distribués	
2014	2.100.000		
2015	5.000.000		
2016	5.000.000		

L'assemblée générale prend bonne note du fait que les termes et conditions de l'émission de 6.900 obligations auxquelles sont attachés 6.900 bons de souscription d'actions de la Société (les « OBSA »), tels qu'adoptés par l'Assemblée générale extraordinaire du 13 avril 2017, prévoient en leur article 14.2 (iv) que « *dans le cas d'une distribution de dividendes ou d'acomptes sur dividendes, les droits de porteurs de BSA seront protégés (i) par l'application des dispositions des articles L228-99 2^{ème} du Code de commerce et R228-89 du Code de Commerce ainsi que par (ii) la constitution sur un compte bancaire bloqué au profit des porteurs de BSA du montant correspondant à l'application des dispositions visées au (i) ci-devant, lequel serait libéré sans délai au profit des porteurs de BSA à due concurrence et au fur et à mesure de l'exercice des BSA* ».

En application de ce qui précède, l'Assemblée générale décide donc et donne tout pouvoir à la Présidente du Directoire ou au Directeur général pour virer, sur le compte bancaire bloqué au profit des porteurs de BSA, ouvert en 2017, une somme correspondant aux droits des porteurs tels qu'énoncés ci-avant, soit s'agissant de la distribution de dividendes prélevée sur le bénéfice de l'exercice 2017 décidée supra, une somme de 348.728 euros.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

COPIE CERTIFIEE CONFORME



**La Présidente du Directoire
Madame Elisabeth COQUET-REINIER**